



Journal municipal de juillet-août 2011 **« Intercommunalité : mariage forcé ou mariage de raison ? »**

Un mot pour pointer l'abus manifeste de la majorité municipale qui, avant de rédiger sa tribune, s'appuie sur le texte de la nôtre livré obligatoirement au service de la communication au début de chaque mois. Cette inégalité de traitement qui est systématique entre nos 2 groupes politiques reste inacceptable.

Le conseil municipal se prononce le 23 juin sur le dossier sensible de l'intercommunalité. En effet, la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales fait obligation au préfet du Val-d'Oise de proposer une carte définitive de l'intercommunalité dans notre département à la fin de l'année 2011. Cela signifie que Franconville qui est aujourd'hui une commune isolée, doit être rattachée à une communauté d'agglomération.

- **Mariage forcé ?** Le préfet propose la constitution d'une « méga-agglomération » de 268 000 personnes qui réunirait en un seul bloc les communautés d'agglomération existantes de Val-et-Forêt (84 000 h) et du Parisis (89 000 h) ainsi que les communes de Sannois, de Taverny, de Bessancourt et bien sûr de Franconville. La proposition du préfet de « remarier » Franconville et Val-et-Forêt, y compris dans un ensemble plus vaste, après un divorce houleux attise déjà les passions. Le choix de la municipalité de quitter l'agglomération avait pointé l'endettement de l'agglomération (emprunts sur la ZAC de la gare d'Ermont-Eaubonne). Mais chacun sait aussi que les rapports entre les 2 maires UMP, Delattre et Portelli, restent exécrables. Pour preuve l'acte II qui devrait les opposer lors des élections sénatoriales.
- **Mariage de raison ?** Face à cette naissance au forceps beaucoup de réticences se manifestent à commencer par l'agglomération du Parisis (Herblay, Cormeilles, Montigny, Pierrelaye, Beauchamp et La Frette) unanimement hostile. Son conseil communautaire a fait une contre proposition associant leur agglomération à Franconville, Taverny et Bessancourt soit environ 150 000 h. Cette nouvelle agglomération s'appuie sur une ossature bien réelle autour de la D 14. C'est la proposition que nous soutenons.

Reste que le bras de fer est engagé, et si aucune solution alternative crédible ne voit le jour, le préfet pourrait en tout dernier ressort nous imposer un mariage forcé. L'agglomération projetée serait à coup sûr ingouvernable et la droite s'y déchirerait comme jamais.

Retrouvez nos précédentes tribunes publiées dans le journal municipal de Franconville sur www.franconvillecitoyenne.net.